



Monsieur le Président, Madame la déléguée

La CGT Finances et Solidaires Finances ne siégeront pas à la séance du CDAS76 du 16 octobre 2015.

Nous dénonçons comme dans les autres instances, la conception qu'ont les administrations et le gouvernement de leur relation avec les organisations syndicales.

- Absence de dialogue social dans les instances nationales voire locales comme dans les CHSCT et certains Comités Techniques en Seine Maritime.
- Mépris de notre gouvernement, qui à travers la voix de notre 1^{er} ministre VALLS, fait fi de la représentativité des organisations syndicales de la Fonction Publique (cf négociations Parcours Professionnel Carrière et Rémunération), et de ce fait ne tient pas compte du résultat des élections professionnelles.

Nous dénonçons la dégradation de la situation dans les délégations de l'Action Sociale, qui, comme en Seine Maritime, subissent des réductions d'effectifs. Cela génère des conditions de travail difficiles et la disparition du lien social avec les agents.

Nous dénonçons une baisse du budget national consacré à l'Action Sociale d'environ 12 Millions d'euros et ce pour la 1^{er} fois depuis 1989. Cette décision est particulièrement lourde de symbole et de conséquences pour les agents.

L'action sociale mérite mieux et plus de considération compte tenu de son lien social avec les agents, d'autant plus dans ces périodes de restructurations et de réformes intenses.

Cela exige que les alertes et les revendications des organisations syndicales soient davantage écoutées, entendues et que leurs représentants soient respectés car à travers eux, ce sont tous les agents qui sont concernés.

Le budget doit être à la hauteur des besoins et ne pas se limiter à l'existant, puisque les ministres annoncent « leur forte implication en matière d'action sociale » qu'ils le prouvent à toutes et tous.